

Nombre de participant-e-s : 65 personnes

INTERVENANT : Damien MILLET, porte-parole du CADTM-France.

PROJECTION du documentaire *Le salaire de la dette* de Jean-Pierre Carlon.

I - Résumé du film

Le salaire de la dette est un documentaire tourné par Jean-Pierre Carlon sur les conséquences de la dette en Afrique :

« L'Afrique, sous perfusion de la Banque mondiale et du FMI, croule sous le poids de sa dette et demeure le continent de la grande pauvreté. A partir d'un état des lieux lucide, et grâce à l'analyse d'experts renommés, « *Le salaire de la dette* » explore les raisons de ces échecs et décrypte les mécanismes en jeu, nous conduisant de Washington à Kinshasa, Brazzaville et Bamako, en passant par Paris, Bruxelles et Genève... » (Synopsis du film)

La projection a été précédée d'une introduction à la problématique de la dette par Damien MILLET et suivie d'un temps d'échange avec lui.

II – Introduction par Damien MILLET

Dans un premier temps, Damien MILLET s'attache à exposer les origines de la dette pour ensuite en développer les conséquences sur les pays du Sud et leurs populations.

1. Les origines de la dette

La dette des pays du Sud s'est constituée en plusieurs étapes. Tout d'abord au sortir de la Seconde Guerre Mondiale, puis lors des crises successives du pétrole.

Les euro-dollars

C'est la fin de la Seconde Guerre Mondiale et l'Europe est en ruines. Les Etats-Unis, qui se sont engagés tardivement dans le conflit mais dont l'intervention a été déterminante, apparaissent comme les sauveurs à double titre : libérateurs et bailleurs de fonds pour la reconstruction. En effet, avec le Plan Marshall, ce sont treize milliards de dollars, l'équivalent de presque 100 milliards de dollars américains d'aujourd'hui qui sont destinés à aider seize pays d'Europe, sans contrepartie, puisqu'il s'agit d'un don. Sans contrepartie ? En réalité, pas vraiment, les Etats-Unis avaient tout intérêt à ce que l'Europe se reconstruise afin de trouver des débouchés pour les produits de leurs entreprises. C'est à cette période que les produits américains sont apparus en Europe : chewing gum, soda, cigarettes américaines ... Les dollars américains arrivent donc en Europe et sont échangés par les banques contre les monnaies locales de façon à ce que les sommes puissent être directement injectées dans l'économie et servir à la reconstruction. Ces dollars, appelés « euro-dollars » car situés hors du territoire américain sur le continent européen, ne vont pas dormir longtemps dans les coffres. Les monnaies étant à l'époque indexées à l'étalon or, les banques auraient pu demander au Trésor des Etats-Unis de convertir ces dollars en or pour se débarrasser de leurs billets, mais cela aurait risqué de déstabiliser l'économie des Etats-Unis qui n'étaient donc pas intéressés par la manœuvre. Les banques européennes se sont alors mises à la recherche d'amateurs susceptibles d'emprunter ces euro-dollars. Les pays nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie ayant besoin de liquidités pour financer leur développement se sont portés volontaires. Tout le monde semble y trouver son compte : les banques qui ne veulent pas laisser

dormir leurs dollars les prêtent à des taux¹ bas et les pays emprunteurs financent leur développement pour pas cher. Les pays d'Amérique Latine, indépendants depuis bientôt 150 ans, sont en phase d'industrialisation rapide et ont eux aussi besoin d'argent. Ils empruntent aux banques européennes au même titre que les pays africains et asiatiques.

Les pétrodollars

La deuxième phase d'endettement des pays du Sud intervient au début des années 70, suite au premier choc pétrolier. En 1973, les pays de l'OPEP² décident un embargo sur les livraisons de pétrole en direction des pays soutenant Israël dans la Guerre d'Octobre³, ce qui a pour effet de multiplier par quatre le prix du baril de pétrole en quelques semaines. Les pays producteurs de pétrole, en particulier les Emirats du Golfe, mais aussi des pays comme le Mexique, se retrouvent subitement avec des sommes considérables qu'ils placent dans les banques occidentales, le système bancaire domestique n'étant pas très performant. Ces dollars sont appelés « pétrodollars » car provenant du pétrole. Les banques incitent de nouveau les pays en développement à emprunter ces dollars pas chers. Avec cet argent, les pays emprunteurs étaient censés produire plus de marchandises d'exportation de façon à rembourser leur dette et pourvoir à leur développement. En effet, les prêts étant en dollars, comme encore 60 % des prêts aujourd'hui, il faut rembourser des dollars. Or, le dollar n'est pas la monnaie locale, c'est une devise qui ne s'acquière que par la vente de marchandises sur le marché international, c'est-à-dire, par l'exportation.

La spécialisation des économies

Afin de trouver les dollars nécessaires au remboursement de leur dette, les pays emprunteurs spécialisent leur production agricole sur quelques produits d'exportation, au détriment des cultures vivrières. Les décisions politiques et économiques ne sont plus prises dans le but d'assurer le bien-être de la population mais dans celui de trouver des dollars pour assurer le service de la dette. Le Sénégal va se spécialiser dans l'arachide, le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali dans le Coton, la Côte d'Ivoire dans le cacao et le café... Loin de faire leur fortune, la spécialisation de leurs économies va accélérer la perte de ces Etats. En favorisant l'arrivée massive de la même marchandise sur le marché international, comme le coton par exemple, les pays producteurs vont se faire concurrence et entraîner la chute du prix de ces matières premières. De même, la crise au Nord a ralenti la demande pour ces produits qui ne trouvaient plus preneur. La CNUCED⁴ estime qu'entre 1976 et 2001, la baisse des prix des matières premières alimentaires et non-alimentaires hors pétrole a été en moyenne de 2,8% par an. Les revenus d'exportations sur lesquels comptent les pays emprunteurs pour rembourser leur dette sont donc en baisse constante.

La classification de la dette

La dette des pays du Sud est divisée en trois parties selon l'origine de l'argent. L'argent prêté par les banques lors des Indépendances et suite au premier choc pétrolier constitue la partie privée de la dette. C'est la partie la plus importante en termes de quantité.

¹ Lorsqu'une banque prête une somme d'argent, elle se rémunère grâce aux intérêts. Le taux d'intérêt est le montant de la rémunération du capital prêté exprimé en pourcentage. Pour le pays qui emprunte, c'est ce qu'il lui faut payer pour se faire prêter de l'argent. Par exemple, si un pays emprunte 100 à un taux de 10 %, il devra rembourser le capital, c'est-à-dire 100, plus les intérêts, c'est-à-dire 10. Pour la banque qui prête, c'est la somme qu'elle va percevoir pour avoir prêté l'argent et pris le risque de ne pas être remboursée.

² OPEP : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole. Compte actuellement douze membres : les 5 membres fondateurs que sont l'Arabie Saoudite, l'Iran, l'Iraq, le Koweït et le Venezuela, ainsi que le Qatar (depuis 1961), la Lybie (depuis 1962), les Emirats Arabes Unis (depuis 1967), l'Algérie (depuis 1969), le Nigeria (depuis 1971), l'Angola et l'Equateur (membres de 1973 à 1992 et de nouveau depuis 2007).

³ La Guerre d'octobre, ou Guerre du Kippour, ou Guerre du Ramadan, a opposé Israël à une coalition menée par l'Egypte et la Syrie du 6 au 24 octobre 1973.

⁴ CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement.

La partie bilatérale de la dette est constituée par les prêts concédés à un Etat par un autre Etat. Cette dette émerge dans la deuxième partie des années 70. La crise économique sévit au Nord et les entreprises sont en difficulté car leurs productions ne trouvent plus preneur en Occident. Elles se tournent donc vers l'étranger. Afin d'inciter les marchés étrangers à acheter les produits occidentaux, les pays du Nord vont prêter de l'argent aux pays du Sud, à condition que ceux-ci s'engagent à acheter leurs produits. Le prêt est conditionné à l'achat de ces marchandises, l'Etat emprunteur n'a pas le droit de faire ce qu'il veut avec cet argent qui doit servir à ces achats. C'est ce qu'on appelle l'aide liée.

Enfin, la troisième partie de la dette est la partie multilatérale. C'est celle qui provient des institutions multilatérales. Les institutions multilatérales sont les organisations qui regroupent plusieurs Etats, telles que le Fonds Monétaire International (FMI) ou la Banque mondiale (BM). Le FMI et la BM ont été créés en 1944 par la signature des accords de Bretton Woods. A l'origine, la Banque mondiale, qui s'appelait la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, avait un double objectif : la reconstruction des pays d'Europe et le développement des pays pauvres. Comme le Plan Marshall s'est occupé de la reconstruction, la Banque mondiale va se concentrer sur le développement. Jusqu'en 1968, elle n'a pas une action très importante. C'est l'arrivée à sa tête de Robert McNamara qui va changer la donne. Ancien PDG de Ford et ancien secrétaire d'Etat à la Défense des Etats-Unis, il va utiliser ses fonctions de président de la Banque mondiale dans un but géostratégique, pour soutenir les régimes amis des Etats-Unis. Il va donc accorder des prêts à Mobutu au Zaïre, à Suharto en Indonésie, à Pinochet au Chili... Il va également prêter de l'argent à des pays proches du régime soviétique de façon à les inviter fermement à rentrer dans le rang. C'est le cas de l'Egypte de Nasser qui a besoin d'argent pour financer le barrage d'Assouan.

Sous l'effet de ces trois types d'acteurs, les banques privées, les Etats et les institutions multilatérales, le montant de la dette va littéralement exploser : la dette extérieure des pays du Sud passe de 50 milliards de dollars en 1970 à 520 milliards de dollars en 1980.

2. La crise de la dette

Des décisions politiques au Nord vont rendre le service de la dette au Sud quasi-insoutenable et les conditions de vie des populations des pays en développement vont aller de mal en pis.

Le virage ultralibéral

Lorsque les prêts ont été concédés dans les années 60 – 70, les taux d'intérêts étaient certes très bas, mais ils étaient variables. Ils étaient indexés sur le Libor, qui est un taux britannique, et sur le Prime Rate, qui est un taux américain. Alors que la crise sévit au Nord, l'administration américaine cherche des solutions pour relancer l'économie et attirer l'argent. Elle décide donc, à la fin de l'année 1979, de multiplier par 3 ou 4 les taux d'intérêt qui passent de 4 – 5 % à 18 – 20 %. Cette décision a des répercussions immédiates sur les prêts des pays du Sud qui voient les intérêts dont ils doivent s'acquitter s'envoler, alors même que leurs revenus d'exportation sont en diminution constante. A la même époque, les banques vont cesser de prêter aux pays du Sud pour prêter aux Etats-Unis.

L'intervention des institutions multilatérales

En août 1982, le Mexique se déclare en cessation de paiement. Il est bientôt suivi par 14 pays d'Amérique du Sud. Les créanciers commencent à craindre de ne pas être remboursés. Le FMI s'est donc vu assigner le rôle de venir en aide aux créanciers. Toute renégociation de la dette sera soumise à la signature préalable d'un accord avec le FMI. Ces accords prévoient la réduction des dépenses et l'augmentation des recettes dans l'objectif du remboursement de la dette, le développement du pays passant ainsi au second plan. Il faut avant tout préciser que le FMI et la

Banque mondiale ne sont pas des institutions égalitaires et démocratiques, le pouvoir de décision des Etats y étant proportionnel à leur poids dans l'économie internationale. Les Etats-Unis, par exemple, disposent de 16 % des voix, le Japon de 7 %, la France et la Grande-Bretagne de 4% alors que le Togo n'en a que 0,02 %. Les Etats-Unis bénéficient d'une minorité de blocage - et font en sorte de la garder - c'est-à-dire que rien ne peut être fait sans leur consentement car il faut en effet 85 % des voix pour qu'une décision soit adoptée... Les accords « négociés » avec les pays débiteurs sont les fameux plans d'ajustement structurel censés permettre de dégager des ressources pour honorer la dette et se concentrent sur les cultures d'exportation. La dévaluation de la monnaie permet également de favoriser les exportations car vu de l'étranger, les marchandises locales sont moins chères. On se souvient de la décision de dévaluer le Franc Cfa de 50 % en 1994. Le problème, c'est que pour atteindre la même quantité de devises, il va falloir vendre plus... De même, la dette étant libellée en dollars, suite à la dévaluation, elle va subitement valoir deux fois plus en équivalent monnaie locale... Les plans d'ajustement structurel prévoient en outre une libéralisation de l'économie et une disparition des barrières douanières, ce qui non seulement équivaut, pour beaucoup de pays du Sud, à une disparition de leur seule recette fiscale sûre, mais signifie aussi la disparition de pans entiers de l'économie lorsque ceux-ci sont encore fragiles. Un droit de douane permet de protéger une production locale en élevant artificiellement le prix du même produit venant de l'étranger. Si ces produits étrangers arrivent sur le marché domestique en franchise de droit de douane, ils livrent une concurrence directe aux équivalents locaux qui ne sont pas protégés. Le consommateur va certes dans un premier temps bénéficier du prix bas du produit importé, mais il ne pourra pas l'acheter longtemps lorsque l'entreprise qui l'employait et qui produisait la même marchandise aura fermé ses portes car elle n'aura pas pu soutenir la concurrence. Les plans d'ajustement structurel préconisent également des coupes dans les budgets sociaux, d'éducation et de santé, la privatisation de ces secteurs... Ces programmes seront appliqués dès le début des années 80 en Afrique, plus tard pour d'autres pays comme les Dragons asiatiques victimes de la crise de 1997 et qui ont dû faire appel au FMI à la fin de la décennie 1990. En une vingtaine d'années, tous les pays du Sud ont été mis au pas.

Il faut rembourser la dette alors même que l'argent prêté n'a pas toujours été utilisé à bon escient, qu'il a souvent été détourné par des « élites locales » corrompues. Des armes ont été achetées, des basiliques ont été construites... La dette permet de continuer de pomper les richesses du Sud pour les transférer à quelques entreprises, institutions et Etats du Nord.

A la fin des années 90, l'endettement des pays en développement devient insoutenable. En payant les intérêts, ils ont déjà versé plusieurs fois l'équivalent du capital emprunté. Les pays du Nord se rendent compte que les pays du Sud ne pourront pas rembourser leur dette et des initiatives sont donc mises en place afin de les soulager de ce fardeau comme l'initiative Pays Pauvre Très Endetté (PPTTE). Cette initiative calcule le point à partir duquel la dette des Etats éligibles est considérée comme insoutenable et annule la partie qui est au-dessus de ce point, à condition que le reste soit remboursé et que les décisions de politique économique prises par les institutions multilatérales pour y arriver soient respectées coûte que coûte.

III – Discussion

Les questions posées par les participants visent à approfondir le sujet de la dette des pays du Sud. *

Le rôle de la monnaie dans la dette

Le fait que la monnaie ayant cours dans les pays de l'UEMOA⁵ soit le Franc Cfa, indexé sur l'Euro, les met sous dépendance financière puisqu'au moins deux tiers de leurs réserves monétaires doivent se trouver à la Banque de France et qu'ils ne sont pas souverains dans leur politique monétaire. En

⁵ L'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine est une organisation internationale africaine. Elle est constituée du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo.

revanche, avoir une monnaie propre et indépendante n'est pas sans risque. Si le pays ne réussit pas à se développer économiquement, la chute peut être très brutale. La création d'une monnaie commune à plusieurs Etats, mais indépendante de l'Euro, est l'objectif qu'il faut atteindre. Le problème est que les pays anciennement colonies françaises n'y songent même pas. Or, c'est à ce prix qu'est l'indépendance économique et financière.

L'annulation de la dette

L'annulation de la dette est aujourd'hui inévitable. La dette crée une nouvelle sorte de colonisation, la colonisation financière. Pour se libérer de son joug, il faut donc l'annuler. Il faut cependant faire attention. Selon le point de vue duquel on se place, l'expression « annulation de la dette » ne recouvre pas la même réalité. Pour les institutions multilatérales, il s'agit d'une annulation partielle, d'une réduction de la dette, le reste devant être remboursé. Pour le CADTM, au contraire, l'annulation totale de la dette n'est que la première étape vers un changement de paradigme économique respectueux de l'homme et de l'environnement incluant la lutte contre la corruption et les paradis fiscaux. Certains pays ne peuvent plus du tout rembourser de l'argent dont ils n'ont pas toujours profité. Ils ont dû réemprunter pour pouvoir rembourser les premiers prêts, ce qui a fait gonfler leur dette artificiellement. Pour les Etats qui ne peuvent pas rembourser, l'annulation totale de leur dette est la seule solution. Pour d'autres, il est possible de faire un tri entre les emprunts qui ont vraiment profité au pays et qui devront être remboursés et les autres, illégitimes, qui eux, feront l'objet d'une annulation. C'est ce qu'a fait l'Equateur en procédant à un audit de sa dette en 2008 et en refusant d'en rembourser la part illégitime. Cela lui a permis de racheter les créances sur le marché secondaire un quart de leur valeur et de s'en libérer définitivement.

La multiplication des crises économiques

L'intervention du FMI n'a pas permis d'éviter les crises économiques. En effet, après la crise de 1994 au Mexique, ce sont les pays de l'Asie du Sud Est qui en sont victimes en 1997, la Russie en 1998 et le Brésil en 1999. En 2000, c'est au tour de la Turquie et de nouveau du Mexique. Il y a donc de plus de plus en plus de crises, de problèmes liés à la dette. Les créanciers, afin de sauver ce qui peut l'être de leurs créances, ont réagi par des annulations partielles de dette, notamment par l'initiative PPTE qui concerne quelques 42 pays. Ces 42 Etats ne représentent pourtant que 11 % de la population des pays en développement, ce qui est peu. Sur ces 42 pays éligibles au programme, il y en a finalement 4 qui n'en ont pas bénéficié. Les 38 pays restant ont dû prouver leur bonne volonté pendant 3 ans en suivant à la lettre les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI avant qu'une partie de leur dette ne soit effacée. Cette initiative devait prendre fin en 2000 mais a pris beaucoup de retard et n'est toujours pas achevée aujourd'hui. Certains Etats comme le Tchad attendent toujours que leur dette soit allégée. L'initiative PPTE est un échec car la dette de ces pays est repartie à la hausse depuis alors même qu'ils ont appliqué toutes les recettes libérales préconisées. De même, suite à un procès, certains PPTE ont dû rembourser leurs créanciers commerciaux.

Les fonds vautours

Les fonds vautours sont des fonds d'investissement privés qui achètent des créances sur le marché secondaire à un prix très inférieur à leur valeur nominale, refusent de participer aux opérations de restructuration de la dette et qui en réclament ensuite le paiement intégral, intérêts compris, au débiteur, allant volontairement jusqu'au procès pour recouvrer leur mise et au-delà. 11 PPTE ont fait l'objet de 46 procès jusqu'à aujourd'hui. Ces procédures judiciaires coûtent très chers aux pays qui en sont victimes et durent en moyenne 10 ans pendant lesquels ils ne peuvent pas se concentrer sur les problématiques de développement.